



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 24 juin 2019

Extrait de la délibération affiché le **02 juillet 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, le **vingt-quatre juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Jean-Luc **GONFROY**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (présent à partir de la délibération n°97), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Hélène **SAMPIC**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD** (présent à partir de la délibération n°105), Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Gérard **DELAHAYS** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Alexandre **MORA**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Frédéric **LE CAM**, donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 24 juin 2019

2019.06/INFO9

INFORMATION : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Réhabilitation du temple protestant - Contentieux Ville de Montivilliers / Société GALLIS – Saisine d'Avocat (DE190611 1M), acte certifié exécutoire le 28/05/2019

Dans le cadre d'un contentieux opposant la Ville de Montivilliers à la société GALLIS pour la réhabilitation du temple protestant, la Ville de Montivilliers a saisi le cabinet EKIS afin d'être représentée devant la Cour d'Appel de Douai suite à une nouvelle requête déposée par cette société.

Une convention d'honoraires a été conclue avec Me TUGAUT, chargée de représenter la Ville de Montivilliers.

Le montant prévisionnel de la dépense a été estimé à 3.380,00 € HT, soit 4.056,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 6227 – 01

2) Travaux d'éclairage public – Transfert de compétence à la Communauté Urbaine – Avenant de transfert partiel (DE190611 2M), acte certifié exécutoire le 04/06/2019

Dans le cadre du transfert de la compétence voirie à la Communauté Urbaine, l'accord-cadre à bons de commande de travaux d'éclairage public de feux tricolores, de bornes automatiques, de réseaux de télécommunication et de reconstruction, d'effacement de réseaux et d'entretien signé entre la Ville de Montivilliers et la société RESEAUX ENVIRONNEMENT doit être scindé entre les deux collectivités.

Il est donc nécessaire de signer un avenant de transfert partiel avec la Communauté urbaine et la société RESEAUX ENVIRONNEMENT (ZA les Sapins – 76110 BREUTE) et un acte d'engagement consécutif avec la société RESEAUX ENVIRONNEMENT, pour une première période débutant à compter de sa date de notification jusqu'au 12 juillet 2019 avec un montant minimum de 51 000,00 € HT et un montant maximum de 267.201,41 € HT, reconductible

tacitement pour une durée d'un an courant du 13 juillet 2019
montant minimum de 102 000,00 € HT et un montant maximum de 310 000,00 € HT.

Cet avenant n'a aucune incidence financière sur la rémunération contractuelle du titulaire. Les droits et obligations relevant du marché n° 16S0011 relatif aux travaux d'éclairage public sont transférés en partie à la Communauté Urbaine à compter du 1^{er} janvier 2019.

Imputations budgétaires :

Natures et intitulés :

611 : contrats de prestations de services avec des entreprises
615231 : Entretien et réparations sur biens immobiliers voirie
615232 : Entretien et réparations sur biens immobiliers réseaux
2135 : installations générales, agencements, aménagements des constructions
2151 : réseaux de voirie

Sous-Fonctions :

814 : éclairage public
822 : voirie communale et routes

3) Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques ou informatiques (DE190611 3M), acte certifié exécutoire le 11/06/2019

Suite à la consultation publique organisée le 27 mars 2019, un accord-cadre à bons de commande relatif à des travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques ou informatiques a été signé avec la SAS SFEE (PA des hautes falaises, 76400 SAINT LEONARD).

Cet accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois pour une durée totale de quatre ans. Les prestations objet de l'accord-cadre sont susceptibles de varier annuellement de la façon suivante :

Montant minimum annuel HT : 10 000,00 €

Montant maximum annuel HT : 85 000,00 €

Imputation budgétaire : 2135 – toutes fonctions selon les besoins

4) Travaux d'aménagement des locaux de l'ancienne gendarmerie (DE190611 4M), acte certifié exécutoire le 13/06/2019

Suite à la consultation publique organisée le 12 mars 2019, des marchés de travaux d'aménagement des locaux de l'ancienne gendarmerie pour l'accueil du service de la police municipale ont été signés avec les entreprises suivantes :

Lot n°01 : « Menuiserie intérieure » avec GALLI MENUISERIE (5 chemin des vallées, 76700 HARFLEUR), pour un montant de 16 554,99 € HT soit 19 865,99 € TTC.

Lot n°02 : « Plomberie – Chauffage » avec RIMBERT SARL (45 boulevard de Graville, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 12 393,00 € HT soit 14 871,60 € TTC.

Lot n°03 : « Peinture » avec la SAS LAMY LECOMTE (139 rue Gustave Couturier, BP 10, 76401 FECAMP Cedex), pour un montant de 16 790,25 € HT soit 20 148,30 € TTC.

Lot n°04 : « Menuiserie extérieure » avec NV ALUMINIUM (175 rue du Calvaire, 76520 MONTMAIN), pour un montant de 20 000,00 € HT soit 24 000,00 € TTC.

Lot n°05 : « Revêtement de sol souple » avec la SARL SOLS DELOBETTE (9 rue la Pérouse, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 4 500,00 € HT soit 5 400,00 € TTC.

Lot n°06 : « Electricité » avec la SEG FRANÇOIS (11 rue Ginkgo Biloba, 76290 MONTIVILLIERS), pour un montant de 24 325,40 € HT soit 29 190,48 € TTC.

Lot n°07 : « Maçonnerie – Carrelage – VRD » avec la SAS PH SERVICES (20-22 rue Raoul Dufy, 76290 MONTIVILLIERS), pour un montant de 20 830,00 € HT soit 24 996,00 € TTC.

Lot n°08 : « Couverture » avec ROUEN ETANCHE (ZAC du moulin, 76410 CLEON), pour un montant de 35 074,02 € HT soit 42 088,82 € TTC.

Lot n°09 : « Clôture » avec la SAS CSTP (961 route des sapins, 76110 BREaute), pour un montant de 9 168,40 € HT soit 11 002,08 € TTC.

Lot n°10 : « Désamiantage » avec AMIANTE INGENIERIE (15 chemin des pierres, 31150 BRUGUIERES), pour un montant de 18 461,00 € HT soit 22 153,20 € TTC.

Soit un montant total de 178 097,06 € HT - 213 716,47 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-112

5) Achat de balais pour balayeuse et brosses de désherbage (DE1906I1 5M), acte certifié exécutoire le 13/06/2019

Suite à la consultation publique organisée le 27 mars 2019, des accords-cadres à bons de commande pour l'acquisition de balais pour balayeuse et brosses de désherbage ont été signés avec la société suivante :

- Lot n°1 Balais latéraux et de désherbage pour balayeuse aspiratrice RAVO – société BROSSERIE LECLER – zone industriel – Rue des Potiers – 76440 FORGES LES EAUX.

Montant maximum annuel de commande : 4.000 € HT

- Lot n°2 : Brosses à segments pour désherbeurs thermiques Mugli - société BROSSERIE LECLER – zone industriel – Rue des Potiers – 76440 FORGES LES EAUX.

Montant maximum annuel de commande : 2.000 € HT

- Lot n°3 : Brosses acier pour débroussailleuses Stihl - société BROSSERIE LECLER – zone industriel – Rue des Potiers – 76440 FORGES LES EAUX.

Montant maximum annuel de commande : 1.000 € HT

Ces accords-cadres sont signés pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable trois fois pour une durée totale de quatre ans.

Imputation budgétaire : 61558-822

6) Travaux de remise en état du gymnase Jean Prévost suite à un incendie (DE1906I1 6M), acte certifié exécutoire le 13/06/2019

Suite à la consultation publique organisée le 11 avril 2019, des marchés de travaux de remise en état du gymnase Jean Prévost ont été signés avec les entreprises suivantes :

Lot n°01 : « Désamiantage » avec la SAS DEMOLAF (20 route de Doullens, 62000 DAINVILLE), pour un montant de 15 410,00 € HT soit 18 492,00 € TTC.

Lot n°02 : « Bardage » avec ROSAY TECHNIQUES COUVERTURES (5564 voie des barges rousses – parc du Hode, 76430 ST VIGOR YMONVILLE), pour un montant de 9 680,00 € HT soit 11 616,00 € TTC.

Lot n°03 : « Menuiseries intérieures – Faux-plafonds - Métallerie » avec GALLI MENUISERIE (5 chemin des vallées, 76700 HARFLEUR), pour un montant de 9 727,31 € HT soit 11 672,77 € TTC.

Lot n°04 : « Sol sportif » avec la SAS PBI (22 avenue Marcel Le Mignot, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant de 5 934,20 € HT soit 7 121,04 € TTC, hors PSE.

Lot n°05 : « Peinture » avec la SAS PBI (22 avenue Marcel Le Mignot, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant de 7 596,00 € HT soit 9 115,20 € TTC.

Lot n°06 : « Electricité » avec HAVRE ELEC SERVICES (16 rue de Turenne, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 497,00 € HT soit 596,40 € TTC.

Soit un montant total de 48 844,51 € HT – 58 613,41 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-411

7) Fourniture et maintenance de services de télécommunications mobiles voix et données, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et accessoires (DE1906I1 7M), acte certifié exécutoire le 13/06/2019

Suite à la consultation publique organisée le 29 mars 2019, un accord-cadre relatif à la fourniture et à la maintenance des services de télécommunications mobiles voix et données, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et accessoires a été signé à la société SFR – Support Marchés Publics – Bâtiment Ouest B 3262 – 16 rue du Général Alain de Boissieu – 75015 PARIS.

L'accord-cadre est signé pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification, renouvelable 2 fois pour une durée de 12 mois chacune. La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

Le montant de l'accord-cadre est fixé 110.000 € HT maximum pour la première période du marché de 24 mois, puis, le montant maximum est fixé annuellement à 55.000 € HT pour les deux périodes de reconductions successives de 12 mois chacune.

Imputation budgétaire : 6262 – tous services confondus / 60632-01 / 2183-01

SERVICE FINANCES :

8) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des prix des repas servis dans les restaurants scolaires (DE1906IN1-2F), acte certifié exécutoire le 07/06/2019

Afin de limiter les virements et dépôts intermédiaires sur le compte de la régie, il convient de fixer un niveau d'encaisse plus élevé. Enfin, il convient d'autoriser les virements dans l'acte.

Les articles 2 et 4 sont ainsi modifiés :

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de paiement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement automatique
- Paiement en ligne (internet)
- **Virement**

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur.

Cette régie est installée à la Mairie de Montivilliers - service Patrimoine et tourisme – Cour Saint-Philibert, 76290 Montivilliers.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : **50 000,00 €.**

Pour information, l'ensemble des articles de la régie demeure inchangé.

9) Création de la régie de recettes temporaire pour l'encaissement des recettes liées à l'organisation du vide-grenier (DE1906IN1-3F), acte certifié exécutoire le 07/06/2019

Jusqu'alors, l'encaissement des recettes liées aux inscriptions au vide-grenier était assuré par la régie de recettes du service manifestations publiques. Désormais, cette mission est à la charge du service des sports, c'est la raison pour laquelle une régie de recettes temporaire pour le vide-grenier a été créée au sein de ce service.

Envoyé en préfecture le 28/06/2019
Reçu en préfecture le 28/06/2019
Affiché le 
ID : 076-217604479-20190624-M_DE_190624_I09-DE

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Le Maire

Daniel FIDELIN

